

Vue d'ensemble



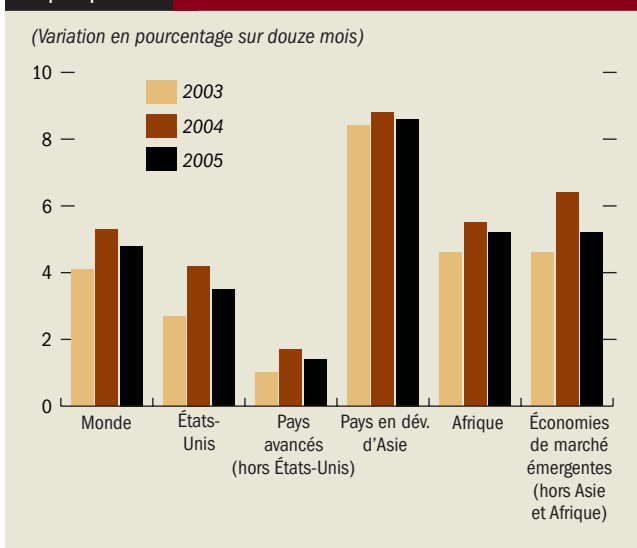
l'exercice 2006 du Fonds monétaire international, sur lequel porte ce *Rapport annuel*, a marqué un tournant décisif dans la manière dont le FMI s'acquitte de son mandat. La revue stratégique à moyen terme lancée en 2004 par le Directeur général, Rodrigo de Rato, a été menée à bien et a reçu un large soutien du Conseil d'administration, puis, à l'échelon ministériel, du Comité monétaire et financier international (CMFI), qui a chargé les services de l'institution d'assurer la prompte exécution. Le FMI a ainsi amorcé des changements en profondeur de son mode de fonctionnement et de gouvernance.

Dans les chapitres qui suivent, le *Rapport* décrit en détail les travaux entrepris par le FMI durant l'exercice 2006. Ce chapitre introductif vise à donner une vue d'ensemble de l'action du FMI et à inscrire son travail — notamment les mutations internes qu'il opère — dans le contexte de l'évolution économique mondiale.

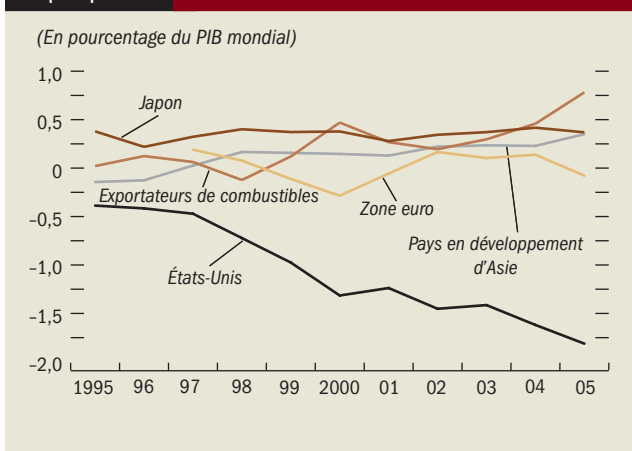
L'économie mondiale

La croissance économique mondiale a atteint 4,8 % en 2005 et se situe pour la troisième année consécutive au-dessus de 4 % (graphique 1.1), malgré la hausse des prix pétroliers, les catastrophes naturelles et la persistance d'incertitudes géopolitiques. Cette expansion est remarquable par son rythme, sa durée et son ampleur grandissante — chaque région du monde affichant une croissance rapide sur la période considérée dans ce *Rapport*. Les économies de marché émergentes ont connu une croissance particulièrement accélérée, épaulée par des conditions financières favorables, des cadres de politique améliorés et, dans bien des cas, des prix élevés des produits de base. Les pays en développement ont aussi connu une croissance forte, l'Afrique subsaharienne affichant une croissance supérieure à 5 % pour la deuxième année consécutive. L'expansion du volume du commerce international s'est poursuivie à un rythme accéléré. Dans le même temps, les déséquilibres des soldes extérieurs courants ont continué à se creuser dans un certain nombre d'économies clés (graphique 1.2). Le déficit extérieur courant des États-Unis, par exemple, a atteint le niveau sans précédent de 7 % du PIB au dernier trimestre de 2005, tandis que les pays exportateurs de pé-

Graphique 1.1 Croissance du PIB réel



Graphique 1.2 Soldes extérieurs courants



trole, le Japon, certains petits pays industrialisés, la Chine et d'autres pays émergents d'Asie ont continué à présenter des soldes extérieurs courants fortement excédentaires.

La croissance est demeurée soutenue aux *États-Unis* aux deuxième et troisième trimestres de 2005. Elle a connu un ralentissement passager au quatrième trimestre en raison du tassement de la demande intérieure — dû en partie à la hausse des prix du carburant après le passage du cyclone Katrina — avant de rebondir au premier trimestre de 2006, la vigueur de la consommation et des investissements des entreprises compensant la forte contraction de l'investissement dans l'immobilier résidentiel. La croissance de la *zone euro* est restée faible sur l'année 2005. Les indicateurs à haute fréquence semblent toutefois signaler qu'une reprise tirée par l'investissement pourrait se matérialiser au début de l'année 2006, en Allemagne en particulier.

L'économie du *Japon* a connu une croissance forte en 2005. La reprise a été tirée par la montée en puissance de la demande intérieure, soutenue par la hausse de l'emploi et la vigueur des bénéfices des entreprises. Il importe de noter que la hausse des prix à la consommation et la croissance du crédit bancaire sont devenues positives au début de l'année, après une longue période de contraction.

La croissance accélérée de la *Chine* s'est poursuivie sans fléchissement; le taux de croissance a approché 10 % en 2005. Les récents résultats semblent encore plus impressionnants à la lumière des données révisées du PIB, qui montrent un accroissement d'un demi-point du taux de croissance annuel moyen, qui atteindrait quasiment 10 %, entre 1993 et 2004. La croissance reste toutefois inégale, tirée principalement par l'investissement et les exportations nettes.

Si la croissance en *Amérique latine* a quelque peu fléchi en 2005 (ramenée de 5,6 à 4,3 %), elle est demeurée nettement supérieure à la moyenne à long terme, qui se situe en dessous de 3 %. Cette contraction est surtout imputable aux deux plus grandes économies de la région — Brésil et Mexique — en raison du fléchissement de l'investissement au Brésil et des résultats plus faibles que prévu de l'agriculture et du secteur manufacturier au Mexique. En revanche, la croissance est restée forte et s'est encore affermie en Argentine, au Paraguay et en Uruguay, ainsi que dans les pays andins, malgré les incertitudes politiques dans certains pays, notamment la Bolivie et l'Équateur.

La croissance des *économies émergentes d'Asie*, à l'exclusion de la Chine et de l'Inde, a légèrement fléchi sur cette période tout en restant globalement ferme. Dans les nouvelles économies industrielles (Corée, RAS de

Hong Kong, Singapour et province chinoise de Taiwan), le ralentissement a surtout été observé au deuxième trimestre de 2005, période où le secteur des technologies de l'information a franchi la dernière étape d'une phase de correction. Par la suite, la croissance a connu une nouvelle accélération, soutenue par le regain de dynamisme de l'investissement dans les pays industrialisés. Les quatre économies de l'ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande) ont aussi rebondi malgré des périodes de turbulences financières en Indonésie et d'incertitudes politiques aux Philippines et en Thaïlande. La croissance de l'Inde est restée très rapide, sous l'effet du dynamisme du secteur manufacturier et du secteur des services. Malgré la bonne tenue des exportations, le solde extérieur courant est devenu déficitaire en 2005, la forte demande intérieure et la hausse des prix pétroliers ayant entraîné un essor des importations.

La croissance a fléchi dans les pays d'*Europe centrale et orientale*, mais avec de grandes disparités entre les sous-régions. La croissance accélérée des pays baltes — environ 9 % en 2005 — a contrasté avec le rythme plus modéré des pays de l'Europe du Centre et du Sud-Est. Malgré l'appréciation des taux de change, les déficits moyens des comptes extérieurs courants des pays ont légèrement diminué. Dans les pays baltes et dans certains pays du Sud-Est européen, les déficits des comptes extérieurs courants sont restés élevés, tirés toutefois par une demande intérieure privée vigoureuse et la croissance accélérée du crédit. Si une part importante de ces déficits a été financée par l'investissement direct étranger, la part du financement par l'emprunt a augmenté. La croissance a ralenti dans la *Communauté des États indépendants* en 2005. Le fléchissement prononcé de l'activité en Ukraine en est essentiellement la cause, tandis que la croissance en Russie a été soutenue par la hausse des cours mondiaux du pétrole.

Le *Moyen-Orient* a bénéficié de la flambée des cours du pétrole. L'accroissement des recettes pétrolières a stimulé la croissance moyenne de près de 6 % et engendré un excédent du compte extérieur courant de l'ordre de 20 % du PIB dans les pays exportateurs de pétrole. Bien qu'une part significative de cette augmentation des revenus pétroliers ait été épargnée, la demande intérieure s'est renforcée. La monnaie et le crédit ont connu une forte expansion, et les prix de l'immobilier et des valeurs mobilières ont considérablement augmenté, malgré les importantes corrections intervenues sur nombre de marchés boursiers de la région au premier trimestre de 2006.

La croissance de l'activité économique en *Afrique* est restée vigoureuse, soutenue par la hausse générale des prix des produits de base et l'impact positif des réformes mises en œuvre dans les années 90. Certains pays ont néanmoins pâti de la modération des prix des produits alimentaires et des matières premières agricoles, ainsi que de la suppression des quotas de produits textiles.

Les *prix du pétrole* sont restés élevés et volatils durant la période considérée. Ils ont atteint leurs points culminants en août 2005, après le passage des cyclones Katrina et Rita, puis en avril 2006 en raison des préoccupations géopolitiques liées à l'Iran et des menaces qui pesaient sur la production pétrolière du Nigéria. Les prix des produits de base non pétroliers ont aussi fortement augmenté, en particulier les métaux. L'incidence de la hausse des prix des produits de base et de la réduction des écarts de production sur l'*inflation mondiale* est cependant restée étonnamment faible. Le taux d'inflation apparent des prix à la consommation a légèrement augmenté, mais l'inflation tendancielle est restée maîtrisée, de même que les anticipations inflationnistes.

Le resserrement des *politiques monétaires* dans la plupart des pays industrialisés a amorcé la résorption de l'excédent de liquidité observé à l'échelle mondiale. La vitesse et la chronologie de ce resserrement ont cependant varié d'un pays à l'autre, reflétant les différences de position des pays dans le cycle économique. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a poursuivi son cycle de resserrement, le taux des fonds fédéraux augmentant de 175 points de base sur la période. La Banque centrale européenne a relevé ses taux directeurs à la fin de 2005, et la Banque du Japon a mis fin à une période prolongée de politique d'assouplissement quantitatif en mars 2006, les marchés anticipant des relèvements des taux directeurs à la fin de 2006. Les *politiques budgétaires* conduites ont été très diverses, mais peu de progrès ont été réalisés dans les pays industrialisés en dehors du Canada et du Japon dans le sens du rééquilibrage des finances publiques à moyen terme (le Japon conservant un très important déficit budgétaire).

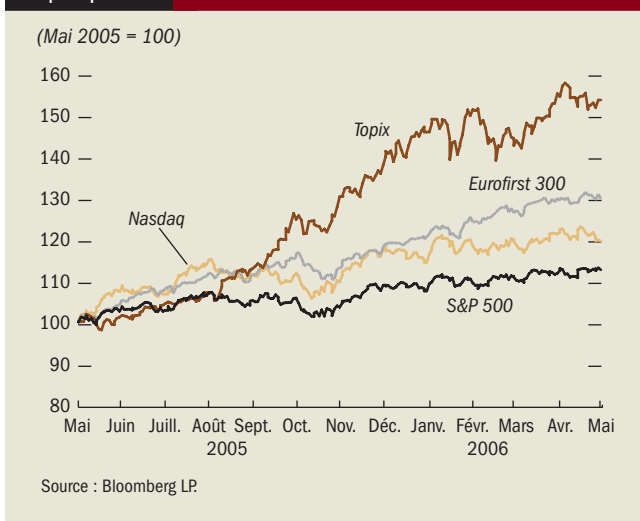
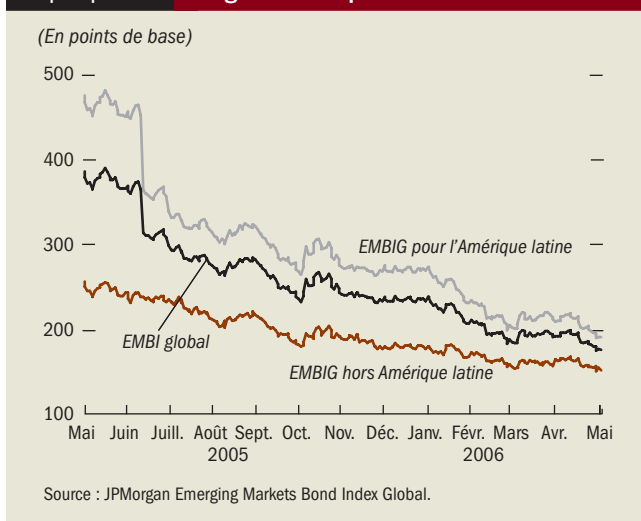
Malgré l'augmentation du déficit extérieur courant des États-Unis, le dollar s'est légèrement apprécié en valeur pondérée par les échanges commerciaux; sa dépréciation par rapport aux monnaies des pays émergents a été compensée par son appréciation par rapport à l'euro et au yen. Le dollar a continué à être fermement soutenu par une forte demande extérieure d'actifs financiers libellés en dollars (obligations en particulier) provenant notamment des pays exportateurs de pétrole. Toutefois, le dollar a amorcé un léger recul vers la fin de l'année, par rapport

aux autres principales devises à mesure qu'il apparaissait évident que les avantages des actifs libellés en dollars en termes de rendement commenceraient à se réduire et que le secteur officiel signalait des préoccupations quant à la nécessité d'un assouplissement monétaire afin de contribuer à la correction des déséquilibres mondiaux.

Les conditions des marchés financiers matures et émergents sont restées favorables, étayées par une croissance mondiale soutenue et de plus en plus diversifiée, ainsi que par une inflation maîtrisée. La surliquidité, en revanche, a continué à susciter la recherche de rendements, malgré le resserrement décidé par les grandes banques centrales et des signes de poursuite de l'affermissement des politiques monétaires. Les taux longs ont connu une augmentation plus faible, entraînant un aplatissement marqué des courbes de rendement, surtout aux États-Unis. Les rendements à long terme ont aussi été soutenus par la forte demande d'actifs à long terme à rendement fixe venant des investisseurs institutionnels. C'est dans ces conditions que la volatilité des marchés financiers, les rendements des marchés obligataires des pays matures et les marges («spreads») de crédit à l'échelle mondiale sont restés à un niveau historiquement bas.

Les marchés mondiaux des valeurs mobilières se sont redressés sous l'effet de la forte rentabilité des entreprises, qui a raffermi encore les bilans à travers le monde. Au Japon, les signes persistants de la reprise économique ont permis à l'indice Nikkei de gagner 53,6 % au cours de l'exercice. Les marchés boursiers européens ont aussi connu une progression régulière, augmentant de 29,9 % durant l'année, tandis qu'aux États-Unis, l'indice S&P 500 a progressé de 13,1 % (graphique 1.3). La volatilité réelle des marchés et leur volatilité anticipée au vu des prix des options sont restées faibles. Des signes d'amorce d'une inversion du cycle de crédit des entreprises sont apparus, en particulier vers la fin de la période. Les entreprises ont entamé la résorption de leur surliquidité et augmenté l'effet de levier de leur bilan en tirant parti du niveau relativement bas des rendements et des marges à long terme. Ceci explique en partie la poussée de fusions et d'acquisitions à l'échelle mondiale.

Les économies de marché émergentes ont continué à bénéficier d'un environnement économique et financier exceptionnellement favorable durant cette période. La vigueur de la croissance mondiale a dopé la demande de produits d'exportation et les prix des produits de base. Les taux d'intérêt et les marges de crédit sont restés faibles, et les marges se sont même comprimées, les rendements ayant

Graphique 1.3 Rendement des marchés boursiers

Graphique 1.4 Marges des emprunts souverains


augmenté sur les marchés matures. La surliquidité incitant toujours à la recherche de rendements, l'appétit des investisseurs pour les nouvelles émissions de titres d'emprunt des marchés émergents est resté exceptionnellement fort. Dans le même temps, le cercle des investisseurs attirés par les actifs des marchés émergents n'a cessé de s'agrandir, en raison des résultats antérieurs, qui ont dépassé les attentes, et de l'amélioration de la note de crédit des emprunteurs des marchés émergents. Le marché a aussi été soutenu par la gestion toujours active de la dette des pays émergents qui s'efforcent à réduire la fragilité de la structure de leur endettement. L'écart par rapport à l'indice EMBIG a baissé de 205 points de base au cours de l'exercice du FMI pour s'établir au plus bas niveau historique de 179 points de base (graphique 1.4). Les émissions obligataires des pays émergents sur le marché primaire ont atteint des niveaux records en 2005, s'élevant à près de 28 milliards de dollars EU de janvier à avril 2006. Près de la moitié du total des émissions obligataires de la période provenait d'entités non souveraines. L'émission d'actions sur le marché primaire par les pays émergents a aussi été soutenue durant l'exercice considéré et est restée dominée par l'Asie, et en particulier la Chine.

Risques économiques mondiaux

Malgré la vigueur de la croissance observée en 2005, les risques d'un ralentissement prédominent en raison de la hausse des prix du pétrole, de la persistance des déséquilibres des paiements internationaux et d'autres problèmes. La question des déséquilibres mondiaux ana-

lysé dans le *Rapport annuel 2005* continue de susciter des préoccupations quant à la viabilité de la croissance. Les progrès laborieux du cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha font craindre qu'il pourrait être difficile de concrétiser les avantages que l'économie mondiale retirerait de l'issue favorable d'un cycle de négociations ambitieux. Et les craintes vont grandissant aussi sur les conséquences potentielles d'une éruption générale de grippe aviaire pour l'économie mondiale. Ces questions ont été au cœur du dialogue du FMI avec ses pays membres et de sa mission de surveillance multilatérale, car il s'est efforcé d'en évaluer les retombées possibles au plan mondial. Le fait que ces risques n'aient pas affaibli la croissance mondiale au cours de l'année écoulée n'en atténue pas pour autant le caractère préoccupant.

L'aggravation des déséquilibres des balances des paiements à travers le monde observée durant l'exercice 2006 a intensifié la réflexion sur les moyens de les corriger. Plusieurs facteurs expliquent les profonds déséquilibres qui ont caractérisé la situation de l'économie mondiale durant cette période : la faiblesse de la consommation et l'augmentation des excédents des soldes extérieurs courants dans la plupart des pays d'Asie; l'ampleur et l'aggravation du déficit extérieur courant des États-Unis; la lenteur de la croissance en Europe; l'augmentation accélérée des excédents dans les principaux pays exportateurs de pétrole.

Le FMI ne cesse d'affirmer depuis quelques années que ces déséquilibres constituent un problème de dimension planétaire et qu'une réponse au plan multilatéral — en d'autres termes, un train de mesures concertées dans toutes les régions concernées — serait beaucoup plus bénéfique

que des actions unilatérales isolées. Ce point de vue a recueilli un soutien accru durant l'exercice 2006, ralliant un consensus de plus en plus vaste sur la forme de la réaction multilatérale qui s'impose. Il s'agirait notamment d'accroître la consommation et d'assouplir les taux de change dans les pays émergents d'Asie dont les soldes extérieurs courants sont largement excédentaires; d'augmenter l'épargne nationale aux États-Unis, en prenant des mesures pour réduire le déficit des finances publiques et stimuler l'épargne privée; de mettre en œuvre les réformes structurelles destinées à accroître la souplesse et à stimuler la croissance des économies de la zone euro et de plusieurs autres pays; d'engager le rééquilibrage des finances publiques et de poursuivre les réformes structurelles au Japon; et de promouvoir une absorption efficace du surcroît de recettes pétrolières dans les pays exportateurs de pétrole qui appliquent des politiques macroéconomiques saines.

L'aggravation de ces déséquilibres rend d'autant plus importante l'adoption d'une approche multilatérale. Des actions unilatérales d'un pays ou groupe de pays pourraient avoir des répercussions négatives sur le reste du monde. C'est pourquoi la promotion d'une approche multilatérale constitue une haute priorité pour le FMI.

Les chances que le cycle de Doha aboutisse à un résultat fructueux et ambitieux suscitent des interrogations qui se sont intensifiées après les résultats décevants de la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) tenue à Hong Kong en décembre 2005. Le FMI continue de soutenir les efforts de l'OMC pour trouver une issue favorable aux négociations en cours, notamment par un appui ferme à l'initiative d'aide pour le commerce. Le succès du cycle de Doha contribuerait grandement au renforcement du système d'échanges multilatéraux et, partant, des perspectives de croissance à l'échelle mondiale. À l'inverse, un échec du cycle de Doha ou des résultats sans ambition freineraient la croissance mondiale et pourraient aussi accroître les tensions protectionnistes qui réduiraient encore davantage les perspectives de croissance.

De nombreux plans d'urgence ont été élaborés durant l'exercice 2006 pour combattre une éventuelle éruption de grippe aviaire dont les conséquences sur l'économie mondiale suscitent une inquiétude grandissante. Le FMI a joué un rôle actif dans ce processus (voir chapitre 4).

Il est peut-être naturel qu'une période de forte croissance mondiale suscite des préoccupations quant aux facteurs qui pourraient lui être préjudiciables. Mais une période

d'expansion prolongée, rapide et largement répandue de l'économie mondiale comme celle qui s'est poursuivie en 2006 offre, en outre, aux décideurs une occasion rare de pérenniser les taux de croissance actuels et de mettre en place les mesures nécessaires pour stimuler les taux de croissance potentielle à l'avenir. Il s'agit de politiques destinées à réduire les déficits budgétaires et à permettre l'adoption de mesures contracycliques de soutien de l'activité en cas de ralentissement conjoncturel; de mesures visant à réduire la charge de la dette publique; de réformes structurelles permettant de libérer le potentiel des marchés de l'emploi et des produits; ainsi que des mesures de libéralisation du commerce. Cet arsenal de mesures renforcera les perspectives de croissance et profitera tant aux pays industrialisés qu'aux pays en développement.

Il est plus facile d'exécuter de telles mesures en période d'expansion, lorsqu'il est plus aisé de rallier un soutien en leur faveur et que leur élaboration peut être planifiée de façon approfondie et cohérente. Retarder ces actions jusqu'à un ralentissement de l'activité et au moment où les signes indicateurs d'un ajustement se font plus pressants peut conduire à une mise en œuvre précipitée des réformes qui ne feront peut-être pas l'objet du soutien nécessaire pour atteindre tout leur potentiel. En revanche, la mise en place de mesures préventives peut accroître la résistance des économies et les rendre moins vulnérables aux phases de contraction de l'activité. Plus nombreuses seront les économies nationales qui auront appliqué des réformes propres à renforcer leur potentiel de croissance et à réduire leur vulnérabilité, plus faible et de courte durée se révélera un éventuel ralentissement de l'économie tant à l'échelle mondiale que dans chaque pays.

L'action du FMI

Tel était donc l'environnement économique mondial dans lequel le FMI a déployé son action au cours de l'exercice 2006, caractérisé par une expansion remarquable de l'économie mondiale, mais aussi par des risques de ralentissement de la croissance à venir qui ont suscité une attention accrue des décideurs. Le FMI a donc été amené à affiner sa réflexion sur sa propre action et à recentrer son rôle au sein de l'économie mondiale moderne.

Les Statuts du FMI définissent explicitement sa mission première, à savoir : promouvoir la stabilité macroéconomique et financière à l'échelle mondiale et nationale; promouvoir la coopération monétaire internationale

dans l'intérêt de tous ses États membres; aider à établir un système libéral d'échanges commerciaux et de paiements; prévenir, autant que possible, les crises internationales; contribuer au règlement des difficultés de balance des paiements lorsqu'elles se produisent, notamment par une assistance financière temporaire.

Durant l'exercice 2006, le FMI a continué à exhorter ses États membres à adopter des politiques qui favorisent la stabilité macroéconomique, stimulent la croissance et permettent de relever les niveaux de vie tout en faisant reculer la pauvreté. Dans le contexte mondial actuel, le FMI a aussi préconisé l'adoption de mesures préventives afin de tirer pleinement parti de la possibilité qu'offre l'expansion économique mondiale.

Le FMI a poursuivi ses efforts pour aider les pays à faible revenu à accélérer la croissance et la réduction de la pauvreté, en mettant en place un mécanisme qui leur permet de faire face aux chocs exogènes ainsi qu'un nouvel instrument de soutien à la politique économique, conçu pour aider les pays à faible revenu qui n'ont pas besoin ou ne souhaitent pas bénéficier du concours financier du FMI à obtenir son aval pour leurs programmes économiques et financiers. En juillet 2005, les dirigeants des pays du G-8 ont présenté une initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) permettant d'annuler la dette de certains des pays les moins avancés, dont la plupart sont lourdement endettés, envers les institutions financières internationales; le FMI a promptement réagi à cette proposition en mettant sur pied, en janvier 2006, les mécanismes d'annulation des créances qu'il détenait sur 19 pays. Le FMI s'est aussi employé à aider, pour ce qui le concerne, les pays à faible revenu à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment par ses conseils de politique macroéconomique, y compris les mesures à prendre dans le cadre de l'actuelle expansion de l'aide (voir chapitre 6).

Devant l'absence prolongée de crises financières, le FMI a continué de faire de l'amélioration de l'efficacité de sa mission de surveillance son défi majeur. Le FMI utilise sa mission de surveillance pour prôner des politiques qui soient bénéfiques tant aux pays pris individuellement qu'à l'économie mondiale dans son ensemble. Le chapitre 3 présente de manière détaillée le travail de surveillance du FMI à l'échelle mondiale, régionale et nationale. Au plan mondial, le FMI utilise des canaux tels que le rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale et le Rapport sur la stabilité financière dans le monde pour analyser et faire ressortir les risques qui pèsent sur la poursuite de la crois-

sance économique et sur les répercussions que peuvent avoir les politiques nationales sur le reste du monde. Au plan régional, le FMI a lancé, en septembre 2005, la publication des rapports sur les Perspectives économiques régionales pour étendre la diffusion de son analyse de l'évolution et des politiques économiques des grandes régions, y compris les enseignements à tirer de la manière dont les pays voisins relèvent les défis qui leur sont communs. Au plan national, l'exercice de surveillance est généralement centré sur les consultations au titre de l'article IV avec les pays membres.

Les conseils de politique économique du FMI reposent sur les analyses réalisées par ses services, les connaissances accumulées par l'institution et les leçons tirées de l'expérience de ses États membres, qui font l'objet d'un examen par le Conseil d'administration. En 2006, l'accent a été mis, pour certains pays, sur la stabilité macroéconomique; dans d'autres cas, les réformes structurelles nécessaires pour affermir la croissance et les questions à long terme comme les conséquences de l'évolution démographique ont été privilégiées. Comme d'habitude, l'objectif de la mission de surveillance était de détecter les faiblesses et tirer parti de la connaissance approfondie qu'a le FMI de tous les États membres pour mettre en relief les réformes qui ont prouvé leur efficacité.

Bien que le mandat du FMI n'ait pas fondamentalement varié au fil des années, la manière dont il s'acquitte de sa mission a évolué avec le temps pour s'adapter aux mutations de l'environnement économique et financier du monde. L'histoire du FMI est, à bien des égards, celle d'une adaptation constante qui lui impose de faire régulièrement le bilan de son action pour pouvoir accomplir sa mission et servir ses États membres aussi efficacement que possible.

Fort de ce principe, le Directeur général a engagé, en 2004, une importante revue de l'orientation stratégique de l'action du FMI, dans le but d'inscrire les décisions à prendre sur le budget et le programme de travail à moyen terme du FMI dans un cadre approprié. Les conclusions de la première phase de cette revue ont été présentées au Comité monétaire et financier international (CMFI) lors de l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale tenue en septembre 2005, sous forme d'un rapport du Directeur général sur la stratégie à moyen terme (SMT) du FMI, qui avait reçu, dans ses grandes lignes, l'aval du Conseil d'administration. Le CMFI a entériné le rapport, qui reconnaît que le FMI doit continuer à s'adapter aux besoins changeants des États membres et du système financier interna-

tional en général, dans un contexte d'intégration accélérée à l'échelle mondiale.

Après l'aval du CMFI, en septembre 2005, des propositions plus détaillées sur la mise en œuvre de la SMT ont été mises au point, dont les conclusions ont été présentées dans un second rapport du Directeur général entériné par le Conseil d'administration, à la réunion du CMFI tenue au mois d'avril 2006. Le rapport précise que, pour atteindre ses objectifs à moyen terme, le FMI doit renforcer son action de surveillance, adapter ses instruments de prêt à l'évolution des besoins des États membres, les aider à renforcer leurs capacités institutionnelles et leur gouvernance, améliorer la gouvernance du FMI proprement dite et accroître l'efficacité de son fonctionnement interne.

En matière de surveillance, prenant appui sur le vaste consensus forgé entre les États membres sur la nécessité d'une approche concertée et multilatérale des grands enjeux mondiaux (comme les déséquilibres extérieurs courants), la SMT propose un système de consultations multilatérales pour y remédier. Lors de sa réunion d'avril 2006, le CMFI a non seulement entériné cette approche, mais aussi convenu que les premières consultations multilatérales porteraient sur la question des déséquilibres mondiaux¹. Le Directeur général a été chargé de rendre compte de l'avancement de ce dossier à l'Assemblée annuelle de septembre 2006 à Singapour.

S'agissant de la gouvernance du FMI, le CMFI a aussi chargé le Directeur général, lors de sa réunion d'avril 2006, d'élaborer des propositions détaillées sur la réforme de la représentation des États au FMI, y compris la révision des quotes-parts, afin de mieux refléter les changements qui s'opèrent dans la structure de l'économie mondiale, notamment le rôle accru que jouent certaines économies de marché émergentes, d'Asie en particulier, qui ont connu une croissance rapide ces dernières années. À cet égard, le Directeur général a été invité à faire rapport au CMFI en septembre 2006.

La SMT prévoit également une série d'autres réformes, notamment du fonctionnement interne du FMI. L'axe principal portera, à cet égard, sur le passage à un cadre budgétaire à moyen terme articulé sur un cycle triennal. Le FMI étudie aussi les moyens de rationaliser ses procédures internes, afin de réduire, par exemple, le volume de documents imprimés en circulation. Il a procédé à un profond réamena-

gement des conditions d'emploi et de rémunération de son personnel au cours de l'exercice 2006, dont les conclusions sont présentées au chapitre 9 de ce rapport. La SMT est exposée en détail au chapitre 2.

La période d'expansion prolongée de l'économie mondiale s'accompagne de nouveaux défis pour le FMI. L'absence de crises financières ces dernières années a créé, à l'évidence, une situation indéniablement positive, qui est imputable pour partie à l'amélioration des politiques nationales et internationales à laquelle le FMI a contribué au cours de ces dernières années. Mais il faut se garder d'en conclure qu'il n'y aura plus de crise à l'avenir. L'environnement économique mondial favorable, comme nous l'avons signalé, permet aux pays membres et au FMI de faire valoir davantage encore l'adoption de mesures propres à amortir l'impact de toute crise future et de réduire la vulnérabilité de l'économie mondiale dans son ensemble.

Dans le même temps, le FMI a maintenant le nombre d'emprunteurs et l'encours de crédits le plus réduits depuis plusieurs années. Durant l'exercice 2006, le gouvernement brésilien et le gouvernement argentin ont réglé leurs obligations financières envers le FMI avant l'échéance, grâce à leurs progrès considérables en matière de stabilité macroéconomique et de croissance. La diminution des crédits accordés par le FMI a d'importantes répercussions sur ses recettes d'exploitation et signale la nécessité de revoir sa structure de financement, à la lumière des mutations de l'environnement international. Il a été annoncé à la fin de l'exercice 2006 que le FMI engagerait une revue de cette nature avec le concours d'un comité d'éminentes personnalités, qui s'achèverait au cours de l'exercice 2007 (voir chapitre 8).

Le Rapport annuel 2005 a décrit une année d'intense réflexion au sein du FMI sur son rôle et ses opérations. L'édition 2006 dépeint une année de décision sur sa stratégie à moyen terme, au cours de laquelle le FMI a engagé la mise en œuvre des conclusions de sa revue stratégique. À mesure que l'évolution de l'économie mondiale se poursuit, le FMI devra se tenir prêt à de nouvelles adaptations, dont les modalités ne peuvent être encore prévues. L'un des objectifs de la SMT est de permettre au FMI d'identifier ses priorités à mesure qu'elles évoluent et à redéployer plus efficacement ses ressources à l'avenir. Ainsi, le FMI sera à même de continuer à jouer son rôle clé dans le maintien de la stabilité financière internationale et la promotion de la croissance mondiale, qui ont toujours constitué l'essence de sa mission.

¹Voir le communiqué de presse n° 06/118 à l'adresse www.imf.org/external/np/sec/pr/2006/pr06118.htm.